



Bruxelles, le 20.9.2021
C(2021) 6760 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 20.9.2021

relative à une mesure d'aide exceptionnelle concernant le Sénégal

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 20.9.2021

relative à une mesure d'aide exceptionnelle concernant le Sénégal

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 instituant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde², modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil, et notamment son article 23, paragraphe 6.

considérant ce qui suit:

- (1) La Casamance est en proie à une rébellion armée depuis 1982 menée par le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) contre l'État sénégalais. Si le conflit est parfois qualifié de « basse-intensité », ses dynamiques se sont complexifiées avec le temps, rendant les perspectives de résolution d'autant plus difficiles. Des affrontements armés entre l'armée sénégalaise et les rebelles casamançais se produisent régulièrement, notamment ces derniers mois (janvier, février, mai, juin 2021) avec d'importantes opérations militaires contre des bases rebelles et les représailles du MFDC qui s'ensuivent. Un processus de dialogue avait été lancé par le Président Macky Sall en 2014 afin de mettre un terme au plus vieux conflit d'Afrique de l'Ouest. Si les progrès ont été faibles et les avancées fragiles, le processus est entré dans une nouvelle phase avec la signature en décembre 2020 d'un Mémoire d'entente entre les deux parties qui ouvre la voie à un futur mécanisme de négociations. Un nouveau round de pourparlers a finalement été organisé début avril 2021 au Cap-Vert qui a officialisé et rendu public le processus de dialogue à travers une déclaration commune (Déclaration de Praia, 9 avril 2021). Cette situation rend nécessaire l'adoption d'une mesure d'aide exceptionnelle concernant le Sénégal.
- (2) Afin d'assurer la mise en œuvre de la mesure il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209, 14.6.2021, p.1.

- (3) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives³ adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE.
- (4) L'objectif de la mesure énoncée dans la présente décision est de soutenir le processus de paix en Casamance afin de remédier aux situations exceptionnelles et imprévues visées au point (a) de l'article 4, paragraphe 4, du règlement (UE) 2021/947.
- (5) Conformément aux points (a), (b), (g), (h), (j), (o) et (q) de l'Annexe IV paragraphe 1 du règlement (UE) 2021/947, les activités prévues viseront à soutenir le processus de négociation entre les parties en conflit, de mettre en œuvre des actions de démobilisation et de réinsertion d'anciens combattants, et de soutenir le déminage et le retour des populations civiles dans des zones sensibles.
- (6) L'efficacité de la réaction de l'Union à la situation visée au considérant (1) dépend de la mise en œuvre rapide et souple d'une mesure d'aide exceptionnelle de durée limitée en application de l'article 23, paragraphe 6, du règlement (UE) 2021/947.
- (7) La mesure prévue par la présente décision est complémentaire de l'aide prévue au titre des autres instruments de l'Union dans le domaine de l'aide extérieure à court ou à long terme. Ces instruments ne permettent pas d'apporter une réaction pleinement appropriée aux besoins spécifiques en cause. Aussi une réaction appropriée et efficace est nécessaire afin de permettre une action rapide, conformément à l'article 4, paragraphe 4, du règlement (UE) 2021/947.
- (8) La mesure prévue par la présente décision est compatible avec le cadre stratégique de l'Union concernant le Sénégal. Des synergies et des complémentarités avec d'autres interventions de l'Union sont attendues, dont la description est donnée au point 7 de l'annexe.
- (9) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (10) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (11) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu de définir les modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (12) Le Parlement européen et le Conseil ont été informés de la mesure d'aide exceptionnelle faisant l'objet de la présente décision, conformément à l'article 25, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

Article 1
La mesure

La décision de financement en faveur de la mise en œuvre de la mesure d'aide exceptionnelle concernant le Sénégal, pour 2021, qui figure en annexe est adoptée.

La mesure prévoit l'action suivante : « Soutien au processus de paix en Casamance – Phase IV » figurant dans l'Annexe.

³ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

Article 2
Contribution de l'Union

La contribution maximale de l'Union pour la mise en œuvre de la mesure pour 2021 est fixée à 4 000 000 EUR à financer sur les crédits inscrits à la ligne budgétaire 14 02 03 10 du budget général de l'Union.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3
Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions définies au point 6 de l'annexe. Les subventions peuvent être octroyées à l'organisme ou aux organismes sélectionnés conformément au point 6 de l'annexe.

Article 4
Durée de la mesure

La durée maximale de la mesure d'aide exceptionnelle adoptée au titre de la présente décision est de 18 mois. L'ordonnateur compétent peut décider d'étendre cette période à deux reprises d'une nouvelle période de six mois maximum, jusqu'à une durée maximale totale de 30 mois, dans les conditions énoncées à l'article 23, paragraphe 6, du règlement (UE) 2021/947.

Si la mise en œuvre de la présente mesure ou d'un de ses éléments est suspendue pour des raisons de force majeure ou en raison de circonstances échappant au contrôle du pouvoir adjudicateur et de ses partenaires de mise en œuvre, la période de suspension n'est pas prise en compte dans le calcul de la durée de sa mise en œuvre.

Article 5
Clause de flexibilité

Les modifications cumulées des allocations de la contribution maximale de l'Union n'excédant pas 20 % de la contribution visée à l'article 2, premier alinéa, de la présente décision, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 20.9.2021

Par la Commission
Josep BORRELL FONTELLES
Haut représentant / Vice-président